

« Programme d'Accompagnement Risques Industriels » PARI

Présent pour l'avenir

PARI – Contexte

Post-PPRT - Mise en œuvre des travaux prescrits

- Financement: loi du 16 juillet 2013 --> prise en charge à 90% du montant des travaux (dans la limite de 20 000 euros)
 - Crédit d'impôt : 40% (depuis loi de finances 2013)
 - Participation collectivités (25%) et industriels (25%)
- Accompagnement : l'instance nationale de suivi des PPRT a identifié la nécessité d'élaborer un dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des travaux

PARI - Objectifs

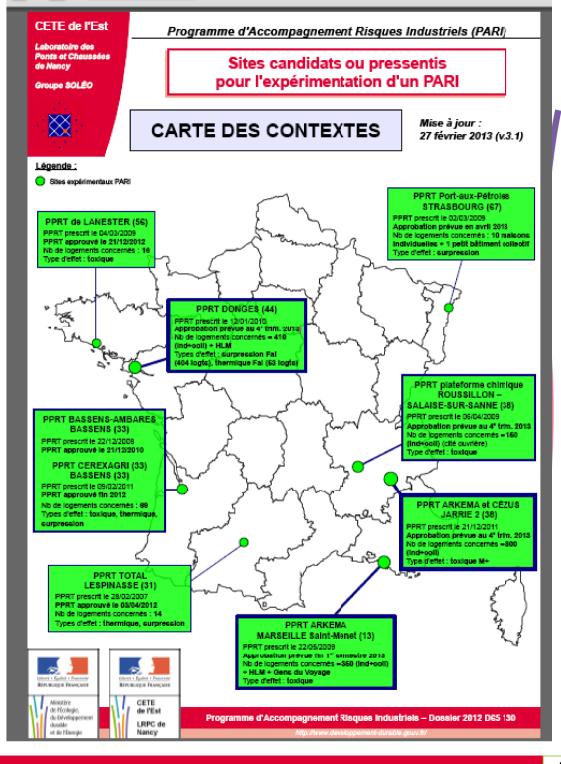
PARI : programme d'accompagnement risques industriels

Dispositif d'accompagnement des <u>riverains</u>, des <u>collectivités</u> et des <u>industriels</u> dans la mise en œuvre des travaux prescrits par les PPRT

Objectifs:

- Identifier des outils pratiques, à destination des acteurs locaux, permettant de simplifier la mise en œuvre des démarches nécessaires pour réaliser les travaux prescrits
 - indépendamment de tout programme « logement »
 - mais pouvant être intégrés à une OPAH (contact en cours ANAH)
- Élaborer un guide méthodologique
- Méthode: Passation de marchés publics pour tester différents dispositifs d'accompagnement sur des sites aux contextes variés (nombre de logement, type d'effets pour lequel un renforcement est nécessaire, implication des collectivités territoriales)





PARI – Expérimentations

Les expérimentations

- Objectifs: les prestataires retenus devront proposer un accompagnement sur les thématiques suivantes
 - auprès des <u>riverains</u>: réalisation du diagnostic de la nature des travaux à mettre en œuvre, identification des artisans formés, validation des devis, montage du dossier de subventions ou de crédit d'impôt...
 - auprès des <u>collectivités</u> et <u>industriels</u> : suivi administratif et contrôle des différentes subventions versées ou à verser
- Financement : État (à titre exceptionnel)
- Suivi :
 - DGPR (BRTICP),
 - CETE de l'Est (pour les sites de l'Est de la France)
 - CETE Normandie-Centre (pour les sites de l'Ouest de la France)
- Durée : 2 ans maximum

Merci pour votre attention